

## ***Formulaire de restitution d'une synthèse***

---

**Arrondissement : 11è**

---

### **Type de réunion**

**Réunion d'école publique**

### **Numéro et titre du premier sujet traité**

01 « Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ? »

L'Ecole est laïque, gratuite, obligatoire, démocratique, nationale, publique et une valeur centrale de l'école est la réussite de tous.

---

La réunion a eu lieu en présence d'une cinquantaine de personnes dont une douzaine de parents d'élèves.

L'animatrice du débat a commencé en déplorant le peu de parents d'élèves présents et en s'interrogeant sur l'efficacité de la communication faite sur le débat, avec l'espoir que ces interrogations remontent au sommet de la hiérarchie scolaire.

Il a été rappelé que la question discutée était celle numérotée "01" sur les missions de l'école: "Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse?"

Le choix de la question n'a pu être discutée et certains participants ont regretté que le choix des questions ne revienne pas aux participants présents.

Avant même que le débat commence un participant a mis l'accent sur la formulation paradoxale de la question qui laisse entendre que la société pourrait être en dehors de la République. Il s'en est suivi une discussion sur l'héritage républicain de la société et sur le caractère vivant de la République. Un parent d'élève a fait remarquer que de nombreux parents d'élèves du groupe scolaire ne sont pas des citoyens français et vivent dans des conditions très difficiles. De quelle façon appartiennent-ils à la République ? Est-ce que tout est fait pour que la transmission des ces valeurs se déroulent au mieux auprès de ces parents ?

D'autres parents ont mis l'accent sur le fossé existant entre la société qui prône des valeurs d'argent, de plaisir et l'école qui défend plutôt des valeurs de connaissances et d'efforts.

Un directeur d'école a alors recentré le débat en s'interrogeant sur les buts de l'école publique. S'agit-il schématiquement plutôt d'apprendre à écrire/lire/compter ou bien l'école doit-elle poursuivre d'autres buts comme par exemple une meilleure intégration/insertion des individus dans la société?

Un parent d'élève s'exprimant au nom de la FCPE fait part de sa méfiance sur la pertinence du débat et sur le résultat d'une telle consultation nationale. Par ailleurs, la participation très faible des parents au débat s'explique par sa mauvaise préparation. De façon à se donner du temps et à profiter de l'engouement éventuel, il a été proposé de mener un troisième débat en janvier qui permette une meilleure participation des parents d'élèves en ayant plus de liberté sur le choix des questions.

Par exemple,

- faut-il étendre au niveau national les contraintes sur les effectifs des classes en ZEP?
- Qu'en est-il des questions de citoyenneté/démocratie/discrimination positive?

Un enseignant a observé que les valeurs de la République, qui ont d'ailleurs été rappelées par l'animatrice, ne vont pas toujours de soi à l'école et qu'un travail est souvent nécessaire pour les transmettre.

Un autre enseignant n'a pu que constater qu'être un bon enseignant ne suffit plus. Il a été ensuite rappelé que l'enseignement demeure un acte de foi dans la transmission du savoir et des valeurs. Il ne peut se réduire à une seule technique.

De nombreux participants ont été d'accord pour défendre le service public à l'école qui ne doit pas s'assimiler à de la consommation. Les usagers de l'école publique ne sont pas des clients. Un peu plus tard dans le débat un enseignant s'est insurgé contre la marchandisation de l'école. Le représentant de la FCPE rappelle que l'enseignement est désormais considéré comme un support possible de commerce pour l'OMC. Des groupes internationaux peuvent ainsi considérer l'éducation comme un marché prometteur et dans les prochaines années l'Ecole risque de subir des offensives d'ordre commerciales.

L'assistance considère comme une priorité de s'opposer à de telles dérives.

A cette occasion, il a été remarqué que la question "01" était ambiguë puisque le mot "valeurs" pouvaient être malencontreusement compris comme "valeurs marchandes".

Il est rappelé que des fiches détaillées sur le débat étaient accessibles sur Internet et que ces fiches étaient suffisamment bien faites pour alimenter le débat.

Par contre, la crainte de voir la rédaction d'une loi qui aille à l'encontre de ce qui est discuté ici a été exprimée. Non seulement le débat est mal organisé mais son issue est aussi incertaine. Est-ce que l'objet de ce débat national ne serait pas simplement la suppression du collège unique sous couvert d'un pseudo débat ?

Un parent d'élève a déploré l'accès difficile aux enseignants de l'école et la difficulté à concilier vie familiale et école républicaine.

Une discussion animée sur la place de la religion dans la République a été ensuite menée. Il a été constaté que le calendrier scolaire se base sur les fêtes religieuses catholiques ce qui, de fait, crée une situation de déséquilibre avec les autres religions. L'assistance estime que les vacances scolaires doivent être exprimées non pas selon les fêtes religieuses mais selon les périodes (vacance d'hiver, de mi-trimestre, etc...)

Il a été rappelé que la République est faite cependant d'un dénominateur commun et l'école a aussi pour fonction de transmettre les valeurs républicaines même si faire intégrer les valeurs de la République est souvent l'objet d'une lutte féroce.

La religion est une affaire privée et pour certains, la religion ne doit en aucun cas entrer dans l'école pas même sous la forme de l'enseignement du fait religieux ou de l'histoire des religions, qui doivent être enseignées comme une composante de l'Histoire enseignée à l'école. Ceci est considéré par l'assistance comme une priorité.

Un parent n'a pas manqué de rappeler qu'une valeur centrale de l'école est la réussite de tous et que le dogmatisme n'a pas sa place dans son enceinte.

Le danger des sectes et de leur prosélytisme actif autour des écoles a été abordé. La radicalisation des intégrismes a aussi été constatée et l'école doit rester un lieu protégé.

La discussion a aussi tourné autour de la question des délimitations du rôle des enseignants. Un enseignant a défendu le point de vue que les activités périscolaires (cantine, étude, etc.) ne sont pas de

son ressort et que seule l'activité d'enseignement (d'acquisition de connaissances) le concerne. Plusieurs participants, parents ou enseignants, ont exprimés leur désaccord avec cette approche.

La mixité dans les écoles a été défendue comme valeur même si on pourrait peut-être montrer scientifiquement que la non-mixité serait profitable à certains groupes d'enfants.

Un parent a fait remarqué que dans ce groupe scolaire la mixité sociale est absente et qu'elle constitue le principal problème des écoles du quartier.

- Les buts de l'École doivent être basés sur ses propres priorités et ne doivent donc, en aucun cas, être calqués sur les objectifs à court terme de la société, et en particulier des responsables économiques, et c'est pourquoi l'École doit être maintenue en dehors de toute phénomène de marchandisation, calculs de rentabilité, privatisation réelle ou rampante de tout ou partie de ses fonctions ou branches.

---

### **Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)**

**1** - L'école est un lieu d'apprentissage conçu pour l'épanouissement de tous les enfants sans discrimination ethnique, religieuse, et sociale et dans le but de transmettre des connaissances et les valeurs démocratiques de la République ; la religion est une affaire privée et est préservée dans ce cadre ; le prosélytisme religieux sous toutes ses formes est contradictoire avec les objectifs de l'École et en conséquence doit en être formellement banni.

**2** - Les enseignements généraux, techniques ou professionnels sont destinés à armer les jeunes d'un bagage de connaissances et de compétences susceptible d'être utilisé tout au long de leur vie d'adulte : dans ce cadre le collège unique doit être maintenu et la scolarisation des élèves doit même être accrue, par exemple jusqu'à 18 ans, et dans les conditions adéquates, avec pour but d'accentuer l'autonomie des jeunes et de s'assurer qu'ils ne quitteront pas le système scolaire sans formation, ni diplôme.

**3** - Les buts de l'École doivent être basés sur ses propres priorités et ne doivent donc, en aucun cas, être calqués sur les objectifs à court terme de la société, et en particulier des responsables économiques, et c'est pourquoi l'École doit être maintenue en dehors de tout phénomène de marchandisation, calculs de rentabilité, privatisation réelle ou rampante de tout ou partie de ses fonctions ou branches.